

Analyse croisée des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté : cas du DSRP de Madagascar et du CSLP du Mali

« En 1999, le FMI et la Banque Mondiale ont adopté un nouvel instrument, le Document Stratégique pour la Réduction de la pauvreté (DSRP), devant servir de cadre à leurs prêts sous conditions privilégiées. » (PNUD, 2003). C'est à juste titre que pour le Mali, son Cadre stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) « est le principal document de négociation avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers » (CSLP FINAL, 2002).

Dans cette communication nous faisons une analyse croisée du DSRP de Madagascar et du CSLP du Mali. A la lecture de ces deux documents, nous n'avons pas manqué de nous interroger sur leurs éventuelles ressemblances. Au point que nous nous sommes interrogé si finalement l'élaboration d'un DSRP ou CSLP n'est pas davantage envisagée pour répondre aux exigences des bailleurs de fonds que pour mettre en place une réelle politique visant à résoudre les problèmes cruciaux des populations ?

Il ressort de ces documents une ferme volonté de s'inspirer des valeurs nationales pour asseoir une politique de développement qui réponde aux besoins des populations locales. C'est ainsi que dans DSRP de Madagascar, on rappelle dès le début les valeurs culturelles du pays. « A Madagascar, le peuple malgache fortement imprégné de valeurs spirituelles ancestrales ou religieuses, (...), a tendance, lorsqu'il connaît la pauvreté à s'écarter de la voie que lui dicte ces valeurs et à adopter des comportements « déviants » pour pouvoir survivre ou à recourir à des solutions ponctuelles qui ne s'insèrent guère dans un quelconque cadre global. » Il en est de même pour le Mali où on évoque le souhait de l'ensemble de la population malienne, qui aspire à « Une nation unie sur un socle culturel diversifié et réhabilité ; une organisation politique et institutionnelle démocratique, garante du développement et de la paix sociale ; une économie forte, diversifiée et ouverte ; une baisse de la pauvreté et des progrès sociaux touchant toutes les régions et toutes les catégories de population » (CSLP 2002).

Ces références aux valeurs traditionnelles ne s'accompagnent cependant d'aucune stratégie pour les promouvoir ou les enseigner. Au contraire, les problèmes sociaux sont expliqués en relation avec la croissance économique comme si elle devenait la solution absolue des maux auxquels les populations sont confrontées. Il est certes illusoire de penser au développer sans

croissance, mais il est tout aussi inefficace d'entreprendre des actions de développement sans une stratégie délibérée de s'attaquer aux problèmes cruciaux de la population.

Finalement, dans l'ensemble, ces deux documents se ressemblent dans la manière dont est abordé le problème de la pauvreté.

Au niveau de la solution de base d'abord. La croissance est considérée comme la stratégie primordiale de réduction de la pauvreté. Ce qui introduit une certaine incohérence entre le diagnostic de la pauvreté qui met en lumière plusieurs problèmes sociaux et la stratégie de croissance préconisée en premier. Dans le document de Madagascar par exemple, il est bien clairement mis en lumière le fait que la croissance économique n'a pas toujours permis de répondre de manière durable aux problèmes de la population et pourtant, elle n'a cessé d'être évoquée comme solution majeure. Dans bien des cas, celle-ci se traduit pourtant par un afflux des populations rurales vers les villes délaissant les vieilles personnes dans les campagnes où est pratiquée l'essentiel de l'activité agricole.

Ensuite dans la volonté manifeste des rédacteurs de coller aux programmes internationaux. Cela a parfois conduit à occulter des problèmes de fond pour privilégier ceux pris en compte par les programmes internationaux. Dans le DSRP de Madagascar, à propos du sida, on découvre que entre 1987 et 2001, le système de surveillance a permis de notifier 271 cas de séropositifs dont 45 cas de malades du sida sur 217800 tests effectués. On n'a pourtant pas hésité d'évoquer le risque que fait planer le sida sur le bien-être de la population, particulièrement sur celui de la population rurale. Certes il est évident qu'il ne faut pas attendre une hécatombe pour prendre des précautions, mais cela ne doit pas permettre d'occulter des problèmes réels. C'est le cas des maladies non transmissibles qui sont à peine évoquées.

D'une manière générale, l'attention particulière mise sur la croissance ne fait pas ressortir la hiérarchisation des problèmes. Sauf à penser que le problème crucial est la faible croissance économique. Cette tendance à centrer les DSRP autour de la croissance pose en définitive le problème de l'appropriation de cet instrument par les populations locales. Comment sont hiérarchisés les différents problèmes identifiés et qui propose les solutions et les actions prioritaires ? Les populations consultées se retrouvent t-elles dans ces documents ?